

Les quartiers populaires ont besoin des Services Publics

Nous refusons les annonces d'affaiblissement et de suppression des services des Finances Publiques au Mirail.

Le besoin de proximité envers les services des finances publiques concerne tous les usagers particuliers comme professionnels : accompagnement des populations face à une législation complexe, accompagnement des personnes en difficultés de paiement, accompagnement lié aux dysfonctionnements ou aux difficultés d'usage des nouvelles technologies.

Globalement le service public ne peut pas se résumer à dire à l'utilisateur « cliquez sur internet et tout est en ligne » ! Les citoyens, dans leur diversité, ont à la fois besoin d'un service public qui propose un accès dématérialisé mais aussi un accueil basé sur l'humain et la proximité.

De même la mixité des populations reçues dans un Hôtel des Finances comme le Mirail souligne l'importance de brassage entre populations diverses mais aussi la connaissance concrète de chacun-e. Les quartiers populaires ont besoin des Services Publics et les Services Publics ont besoin des quartiers populaires !

Plus largement dans une crise économique et sociale lourde la présence pleine et entière des services des finances publiques est fondamentale sur l'enjeu du consentement à l'impôt et au respect de chacun-e, quel qu'il soit et ou qu'il vive.

Dans le cadre de la réorganisation du réseau des Finances Publiques nous venons de prendre connaissance du plan de restructuration donné par la DGFIP qui annonce un abandon clair et net des populations du Mirail à l'horizon 2022:

- Suppression massive d'effectifs dans le Service des Impôts des Particuliers qui va inévitablement entraîner une détérioration des missions et de la qualité du service public.
- Suppression totale du Service des Impôts des Entreprises qui serait absorbé par celui de la Cité Administrative qui est annoncée à Jolimont.
- Suppression totale des 2 services de Contrôle avec transfert vers Rangueil.

Au vu de ces annonces nous nous interrogeons sur la pérennité même de la présence des services des Finances avec moins de trente agents sur un site qui en accueille 120.

Surtout nous sommes stupéfaits du signal donné aux habitants du quartier du Mirail. Alors que les besoins en accueil physique sont toujours aussi importants, supprimer ou rabougir ce service aux citoyens, c'est encore une fois abandonner les quartiers populaires.

Nous demandons au Ministre de l'action et des Comptes Publics ainsi qu'au Directeur Régional des Finances Publiques de Haute-Garonne de revenir sur son projet et garantir la présence pleine et entière des services et des agents sur l'actuel site du Mirail.

Premiers signataires : Mourad Gherbi (Président du groupement des très petites entreprises de Haute-Garonne), Ahmed Chouki (militant associatif, chef d'entreprise), Salah Amokrane (militant associatif, coordonnateur Tactikollectif), Nathalie Camel (travailleur social, quartier populaire), Danielle Lapierre (retraîtée, militante associative, quartier Mirail), Sandrine Arnaud (travailleur social, quartier populaire), Stéphane Boy (syndicaliste aux finances publiques, Mirail), Marie-Hélène Camoin (syndicaliste aux finances publiques, Mirail), Daniel Authier (syndicaliste aux finances publiques, Mirail), Régis Lagrifoul (syndicaliste aux finances publiques, Mirail)

Signatures à transmettre à regis.lagrifoul@dgfip.finances.gouv.fr ou stephane.boy@dgfip.finances.gouv.fr